● (2020)

Par ailleurs, il y a l'affaire de Jean-Claude Parrot, chef du SPC, qui a dirigé une grève légale déclenchée par les postiers en colère le 16 octobre 1978. Trois jours plus tard, le Parlement adoptait une mesure législative ordonnant le retour au travail et, le 25 octobre, Parrot demandait aux syndiqués de reprendre le travail. Lui-même et quatre autres dirigeants du syndicat ont été accusés en vertu de l'article 115 du Code criminel d'avoir bravé une loi adoptée par le Parlement. La peine maximale prévue était de deux ans.

M. Breau: Il n'a pas bravé la loi.

M. Robison (Burnaby): Compte tenu de la sentence d'un jour imposée à Clarence Campbell, quelle a été la peine que le juge de première instance a imposée à Jean-Claude Parrot que M. le juge en chef de la Cour suprême de l'Ontario, Gregory Evans, a qualifié d'homme honnête et dévoué? Il l'a condamné à trois mois d'emprisonnement. Comparez cette sentence à celle d'un jour imposée à Clarence Campbell pour avoir tenté de soudoyer un sénateur libéral—un député libéral d'en face prétend qu'il n'y a pas eu d'infraction à la loi. S'il n'est pas illégal de tenter de corrompre un sénateur pour obtenir une faveur de lui, alors rien n'est illégal.

Il importe que le public puisse constater qu'au Canada, les peines sont infligées en toute justice, en parfaite équité. Malheureusement, les cas du genre de celui que je viens de citer ne contribuent aucunement à confirmer ce fait.

La loi et notre système judiciaire doivent être plus sensibles à la situation des pauvres et des minorités et leur être plus accessibles. Tous les citoyens du pays doivent pouvoir avoir accès aux tribunaux. Il n'y a pas longtemps, nous avons constaté qu'on avait effectué des coupures budgétaires dans les programmes d'aide juridique, ce qui signifie que le vieil adage selon lequel il y a une loi pour les riches et une loi pour les pauvres se vérifie malheureusement dans certains cas. Le droit pénal canadien doit se fonder, entre autres principes, sur celui selon lequel la justice doit être accessible à tous, hommes et femmes, dans notre société. On ne peut refuser à personne le droit de recourir aux tribunaux parce que l'intéressé n'est pas en mesure de payer un avocat.

Monsieur l'Orateur, il est question de la loi sur les juges et du rôle du Parlement vis-à-vis du système judiciaire fédéral. Nous savons que le projet du gouvernement—soit l'enchâssement d'une charte des droits dans la constitution, projet que nous appuyons—aura pour effet d'accroître substantiellement le rôle des tribunaux. Nous sommes favorables à la constitutionnalisation d'une charte des droits en vertu de laquelle aucun parlement et aucune assemblée législative ne pourraient, sous prétexte d'une majorité passagère, bafouer des droits fondamentaux que de nombreux Canadiens pensaient avoir et les priver de leurs prérogatives en un clin d'œil, comme cela s'est produit à de trop nombreuses occasions dans notre pays. C'est ce qui s'est produit en 1970, lors de la proclamation de la loi sur les mesures de guerre, c'est ce que qu'on a vu se produire en 1942 quand les Canadiens d'origine japonaise ont subi des traitements scandaleux et ont été internés et privés de leurs biens. Jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont même pas été

Juges—Loi

dédoués décevant pour cette confiscation. Nous admettons et nous approuvons le fait qu'on accorde un plus grand rôle au pouvoir judiciaire. Nous nous rendons bien compte, en examinant la charte des droits, charte des droits fondamentaux de tous les Canadiens, que la proposition que le comité mixte spécial sur la constitution est en train d'étudier, comporte de très graves lacunes. Nous acceptons donc l'idée que le pouvoir judiciaire dans notre pays puisse agir plus activement et puisse avoir plus de latitude quand il s'agira d'interpréter la charte des droits.

Ainsi, tous les groupes qui ont comparu devant le comité de la constitution et qui ont étudié le premier article du projet de charte des droits dans sa formulation actuelle, l'ont condamné. Cela veut dire qu'il appartiendra aux tribunaux de déterminer quelles sont les limites qu'il convient de fixer à l'exercice des libertés et droits fondamentaux.

En vertu de l'article 7 du projet de charte des droits, il appartiendra aux tribunaux de déterminer en quoi consistent les principes de «justice fondamentale», une notion nouvelle dans le droit canadien. Si on accepte d'y apporter des amendements raisonnables, comme nous espérons bien que le ministre de la Justice (M. Chrétien) le jugera bon, afin de déterminer en quoi consistent des perquisitions et des saisies déraisonnables, et en quoi consiste un refus déraisonnable de mise en liberté sous caution, il s'agira alors là de décisions importantes laissées à la discrétion des tribunaux, pas seulement à la Cour suprême du Canada mais à tous les paliers de l'appareil judiciaire fédéral.

Peut-être l'une des tâches les plus importantes que confiera à notre magistrature fédérale le projet de charte des droits sera-t-elle celle qui lui sera dévolue de par l'article 15, c'est-à-dire celle de déterminer s'il y a eu violation du droit de tous les Canadiens, hommes ou femmes, à l'égalité devant la loi et à la même protection de la loi. Nous n'avons pas de quoi être fiers de la façon dont notre magistrature a interprété jusqu'ici l'expression «égalité devant la loi». Voilà pourquoi nous, de notre parti, allons proposer des amendements qu'un certain nombre de groupes et de particuliers pressent le comité d'apporter pour bien établir que lorsqu'on parle d'égalité devant la loi on ne parle pas de la notion établie par la Cour suprême du pays, c'est-à-dire d'égalité pure et simple dans l'application de la loi, mais bien plutôt d'égalité dans la loi elle-même. Il s'agit de ce qu'aucun Canadien ne soit privé de son droit à l'égalité devant la loi et à l'égalité juridique sous un quelconque prétexte déraisonnable. Je répète que nous reconnaissons le rôle accru dont jouira notre système judiciaire en vertu de la charte des droits. Et nous approuvons l'enchâssement d'une charte des droits dans la constitution.

Je dois dire, cependant, qu'un autre article de la charte proposée risque de compromettre le pouvoir discrétionnaire que nos tribunaux devraient avoir. Il s'agit de l'article au sujet duquel de nombreux groupes ont fait des représentations que, nous l'espérons, le ministre de la Justice étudiera attentivement. Nous espérons qu'il tiendra compte des amendements que nous proposerons d'apporter. L'article 26 en question de la charte proposée a pour effet de réduire à l'impuissance notre système judiciaire fédéral, de sorte qu'il n'ait aucun...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. Le ministre invoque-t-il le Règlement?